

# Maâzouz veut réadapter la politique migratoire

● Le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger est en train d'œuvrer pour la mise en place d'une nouvelle politique de gestion migratoire. Celle-ci a pour objectif d'adapter l'approche actuelle et d'anticiper les évolutions prévues durant les prochaines décennies.

internationales (IMI) à l'université d'Oxford. En effet, le royaume figure parmi les plus grands pays d'émigration au monde. Pour les chercheurs, il s'agit à présent de savoir quelle sera la place du Maroc dans l'avenir. «*La migration a de beaux jours devant elle, mais on ne sait pas comment le Maroc va se positionner*», reconnaît Hein de Haas, qui a présenté lors de la conférence, dont la deuxième partie s'est tenue à Ifrane, un exposé sur un siècle de migration marocaine. En tout cas, les institutions financières internationales comme la Banque mondiale, ainsi que l'Agence française de développement (AFD), donnent l'impression de bien comprendre les enjeux liés aux évo-

**Les transferts de fonds de la diaspora marocaine couvrent 40% du déficit commercial du royaume.**

lutions des flux migratoires, et entendent y jouer un rôle central. À titre d'exemple, la représentante de l'AFD, Véronique Sauvat, a indiqué que le montant des fonds envoyés par les immigrés à travers le monde, a été multiplié par trois ces dernières années. Estimé à un milliard de dollars auparavant, ce pactole s'établit aujourd'hui à trois milliards de dollars.

PAR OUMAR BALDÉ  
o.balde@leseco.ma

Adap-  
A dapter la politique migratoire du Maroc et anticiper les évolutions socio-économiques qui pourraient intervenir durant les prochaines décennies. Telles sont en résumé, les deux grandes lignes d'une «nouvelle stratégie de gestion de la politique migratoire marocaine» en cours de gestation au ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger. Cette nouvelle feuille de route, selon le ministre des MRE, Abdellatif Maâzouz, vise également à «réviser les politiques migratoires du pays». Le travail de «brainstorming» est en cours, ajoute Maâzouz, qui s'exprimait lors de la 6e Conférence internationale sur la migration et le développement, organisée pour la première fois en dehors des États-Unis et de la France (voir encadré). La mise à jour du mode d'action de l'État envers la forte communauté marocaine établie à l'étranger semble en tout cas plus que jamais nécessaire. Aujourd'hui, entre 4,5 et 5 millions de Marocains vivent à l'étranger, dans au moins une centaine de pays. Ils sont surtout concentrés en Europe, notamment en France, en Espagne, en Italie ou encore aux Pays-Bas et en Belgique. À en croire des responsables du ministère en charge des MRE, les transferts de fonds de la diaspora marocaine couvrent 40% du déficit commercial du royaume et représentent 7% du PIB, soit le double de l'aide publique au développement octroyée au pays par an. À présent, il s'agit de mettre le cap sur le transfert de compétences, car ajoute-t-



● Le département des MRE veut mettre le cap sur le transfert des compétences.

on du côté du département des MRE, les transferts de fonds ont pendant longtemps occulté la question du transfert de savoir-faire, ainsi que les programmes de mobilisation des compétences.

## Quelle place pour le Maroc ?

Ces compétences, il faut aller les chercher, du moment que le Maroc demeure «un pays exportateur d'immigration», selon le chercheur Hein de Haas, co-directeur de l'Institut pour les migrations

## Le Maroc, un cas d'école

La Conférence internationale sur la migration et le développement est organisée par la Banque mondiale, l'AFD, et différents instituts de recherche. C'est la première fois qu'elle se tient au Maroc, mais aussi en dehors des États-Unis et de la France. «Le Maroc est le pays le plus approprié pour accueillir cette conférence», justifie Jonathan Walters, de la Banque mondiale car pour les spécialistes internationaux, le royaume est en train de s'ériger comme «un cas d'école remarquable pour une migration articulée». Cette sixième édition s'est tenue en deux étapes : elle a commencé le 16 mai à Rabat, avec une rencontre entre experts et institutionnels, avant de se poursuivre à Ifrane les 18 et 19 mai par une conférence scientifique qui a réuni des chercheurs en provenance de plus de 16 universités à travers le monde. Ce fut l'occasion de présenter les recherches les plus récentes et les plus avancées sur le lien entre migration et développement économique et social.